

# *L'anomalie : trois droites et aucune gauche ?*

---

La complexité du cas italien échappe souvent à l'observateur étranger. La surprise face au mouvement des intellectuels, et au réveil social qui est observable au moins depuis les journées du G8 à Gênes, s'accompagne de la surprise à l'égard d'une droite berlusconienne, politiquement mais aussi culturellement hégémonique et qui, en dépit des moqueries de ces mêmes intellectuels, semble recevoir une approbation grandissante. Les éléments caractéristiques de la situation actuelle sont : une droite de gouvernement forte, aux positions quelquefois déconcertantes, souvent durement critiquées y compris par les médias étrangers, mais qui jouit toutefois d'un soutien populaire stable et apparemment sans alternative ; une opposition politique faible, en chute vertigineuse de confiance, si pas d'approbation, incapable d'élaborer une autre politique, et comme écrasée par la puissance de l'adversaire ; et, en même temps, le développement actuel d'une opposition sociale vive et déterminée.

---

*PAR STEFANO ALLIEVI*

La coalition actuellement au pouvoir en Italie s'appuie sur trois partis qui sont porteurs d'autant de projets politiques et de trois univers culturels différant par de nombreux aspects. Ils sont néanmoins unis par quelque chose de plus que le simple appétit de pouvoir, ou que le formidable contrôle exercé par le leader de la coalition Silvio Berlusconi : il y a un souffle politique nouveau dans le

pays, que ces droites ont évidemment intercepté. Savoir quel sera, à l'avenir, le projet dominant signifie comprendre comment évoluera l'Italie, au moins à bref et moyen terme, puisque, d'après les sondages, un renversement rapide en faveur du centre-gauche des tendances à l'œuvre semble impossible. Il y a donc lieu de les étudier une à une, ces trois droites alliées et victorieuses.

### L'ALLIANCE NATIONALE : DE « POSTFASCISTES » À MODÉRÉS

Commençons par l'Alliance nationale (Alleanza Nazionale), le parti le plus inquiétant par bien des côtés, à cause de son hérédité — son arrivée au pouvoir avait préoccupé de manière significative plusieurs chancelleries européennes — et qui pourtant se révèle comme l'âme véritablement modérée de la coalition.

Gianfranco Fini, vice-Premier du gouvernement italien et leader d'Alleanza Nazionale, est le principal et le plus fidèle allié de Silvio Berlusconi (il est, entre autres, le représentant italien à la Convention européenne). Peut-être est-il aussi sa véritable « tête » politique, ou du moins son stratège.

Le parti conduit par Fini, et qu'il contrôle de manière totale, a un passé encombrant de « passeur » de l'héritage et des valeurs du fascisme dans la démocratie républicaine, née sur les cendres du fascisme. Ses leaders, en particulier Giorgio Almirante, parrain politique de Fini qui fut son prédécesseur à la tête du Mouvement social italien (M.S.I., devenu, sous la conduite de Fini, Alliance nationale, avec des apports de la droite modérée et non fasciste) n'a jamais fait mystère de sa référence à l'histoire et aux valeurs du fascisme auquel il avait adhéré.

Fini appartient cependant à une autre génération, qui n'a pas connu le fascisme. Et il a l'ambition de construire autour de lui une droite moderne, de gouvernement, tandis que le MSI se définissait comme parti d'opposition, non seulement au gouvernement, mais également

au système politique. Fini veut un parti qui ne soit pas enfermé dans le passé, qui échappe à l'isolement et qui soit capable de devenir un partenaire des droites européennes, représentées par les modèles de Chirac ou d'Aznar.

Fini doit à Berlusconi de l'avoir « dédouané » — terme utilisé par Berlusconi lui-même — et de l'avoir inséré dans une équipe ministérielle de droite « fréquentable ». Il ne cache pas toutefois l'ambition — à long terme — qui pourrait n'être qu'une illusion, de remplacer Forza Italia comme principal parti de la droite, et Berlusconi comme leader de la coalition (peut-être après être parvenu, par l'instauration d'un système présidentiel, qui a toujours été un objectif de la droite, à porter Berlusconi lui-même à la présidence de la République ; ou à la limite en cas de « disgrâce » judiciaire de Berlusconi, encore sous procès à Milan — toujours possible mais de plus en plus lointaine à fur et mesure que le pouvoir de Berlusconi s'étend, y compris sur l'appareil judiciaire).

Ce n'est pas un hasard si Fini a multiplié les gestes et les paroles d'auto-critique. Il a renié ses propos d'il y a une dizaine d'années où il qualifiait Mussolini de plus grand homme d'État du XX<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, il préfère se référer au libéral Einaudi, deuxième président de la République et au démocrate-chrétien De Gasperi, président du Conseil, deux figures politiques majeures de la première République italienne et, tous deux, européens convaincus. À l'occasion des élections françaises, il a pris très nettement ses distances par rapport à Le Pen, qu'il avait rencontré et invité au congrès de son parti il y a quelques années. Il se

rend dans les camps de concentration. Il se propose de visiter Israël et, cette année, à l'occasion des « Journées de la mémoire », il a condamné avec fermeté l'antisémitisme. De plus, le 25 avril, anniversaire de la République et de la chute du fascisme, il est arrivé à considérer la Résistance comme une partie fondamentale de l'histoire républicaine (tandis que Berlusconi, avec un mépris sans précédent, a préféré passer ce jour de congé dans une de ses villas en Sardaigne).

Toutefois, il reste un doute. Le dessein de Fini est-il tactique, celui d'un leader sans scrupules qui entend poursuivre un objectif de promotion personnelle ? Ou s'agit-il d'une révision qui concerne l'ensemble du parti ? Les réactions à l'intérieur de son parti permettent de se poser des questions. Même le congrès de Fiuggi, qui a été en 1994 le moment fondateur de *Alleanza Nazionale*, n'a rien à voir avec un *Bad Godesberg*<sup>1</sup> de droite.

Il n'y a pas eu de véritable révision historique. Il n'y a pas eu d'autocritique franche à l'égard des erreurs du passé et le débat n'a pas touché en profondeur le parti. Il s'agissait juste d'un tournant imposé et guidé par le haut, accepté par les notables du parti comme une coupe amère qu'il fallait boire pour entrer, enfin, dans la sphère du pouvoir. L'agitation de certains ministres et dirigeants du parti de Fini et surtout le comportement des représentants du parti en province le prouvent : que ce soit à propos du révisionnisme

historique, de l'enlèvement de statues ou de monuments dédiés à des partisans, de la multiplication de rues dédiées à tel ou tel « représentant » du passé, y compris Mussolini, de la promotion de la révision des manuels didactiques, de l'antisémitisme (encore très diffusé bien que plus rarement affiché).

Il est vrai que les nostalgiques qui ont vécu le fascisme sont en train de disparaître. Reste une minorité active et parfois dangereuse, avec des comportements racistes explicites. Elle n'est toutefois pas déterminante dans le parti. Restent également dans l'ombre les accointances avec l'extrême droite terroriste et avec les services secrets « détournés », notamment dans les années septante, quatre-vingt. Et demeure encore une inquiétante tendance « *law and order* », avec ses dérives autoritaires, qui s'est manifestée, par exemple, dans l'attitude à priori toujours favorable aux forces de police, et opposée aux citoyens qui manifestent, surtout s'ils manifestent contre le gouvernement. Fini lui-même est allé en personne dans les salles de contrôle de la police et des carabinieri durant le G8 de Gênes, pour y transmettre la « solidarité du gouvernement », mais surtout de sa propre composante politique. Et de lourdes ingérences, quand ce ne furent pas des intimidations, ont été évidentes vis-à-vis de la magistrature, à l'occasion des enquêtes récentes sur le comportement de la police elle-même lors des journées du G8 ou, encore avant, lors de la manifestation des antimondialistes à Na-

<sup>1</sup> En 1959, le Parti social-démocrate (S.P.D.) réuni en congrès à Bad Godesberg a rompu tout lien avec le socialisme classique pour préparer l'organisation aux futures responsabilités gouvernementales et s'attirer les faveurs de la classe moyenne.

ples, qui se déroula du reste sous le gouvernement de l'Olivier.

De fait, cependant, A.N. incarne aujourd'hui paradoxalement l'aile modérée, europhile et sociale (contre les « extrémistes du marché » et l'individualisme idéologique de Forza Italia) du gouvernement.

### LA LIGUE DU NORD : LE RÊVE DE LA PADANIE

La Ligue du Nord (Lega Nord) est née fédéraliste et autonomiste, avec une tendance fortement favorable à la sécession du Nord d'avec le reste de l'Italie, et une critique politique dure (à laquelle se mêlent de vigoureux ferments antipolitiques) contre le pouvoir centraliste et corrompu de Rome : le slogan le plus diffusé, et le plus affiché sur les murs de l'Italie du Nord est le célèbre « Roma ladrona » (« Rome la voleuse »), synthèse de toute une vision du monde.

À l'aube de son histoire, et en particulier avec les bruyants succès électoraux du début des années nonante, la Ligue a su capter le mécontentement d'un Nord riche et productif, fatigué de payer des taxes à un système d'État seulement capable d'imposer des obligations et des contrôles, et incapable d'offrir des services efficaces, en l'opposant à un Sud parasite et improductif, considéré comme la cause première des défauts de l'État. À tout cela s'ajoutait encore une dose de xénophobie et de protestation anti-immigrés, qui fait aussi partie des « *instincts animaux* » du Nord. Mais le tout se situait au sein d'un projet, fédéraliste justement, qui aurait pu être une grande occasion de modernisation institutionnelle, mais aussi culturelle, pour le pays.

Il n'en est pas allé ainsi : l'occasion a été substantiellement manquée. Après avoir consenti à la constitution du premier gouvernement Berlusconi en 1994, mais en avoir également provoqué la chute en lui retirant son appui, et après une longue oscillation — purement tactique, et basée sur la recherche de qui pouvait lui offrir le plus — entre droite et gauche, la Ligue a choisi définitivement l'alliance avec Berlusconi (et de manière plus problématique avec les centralistes romains de Fini, soutenus par le vote du Centre et du Sud de l'Italie, et que Bossi appelle souvent, tout simplement « fascistes »), en échange de quelques ministres, et, surtout, d'un grand contingent de députés et de sénateurs élus au système uninominal, avec les votes de la droite, grâce à un accord électoral. Le nombre de représentants obtenus est largement supérieur à la force réelle de la Ligue, désormais tombée sous le niveau des 4 % au niveau national, même si elle conserve des poches de contrôle bien assurées dans certaines parties du Nord.

De même au niveau local, la conquête de grandes agglomérations du Nord, comme Milan, au début des années nonante, s'est soldée par un échec et n'a pas débouché sur la réélection de maires de la Ligue dans des villes prestigieuses (aujourd'hui, la Ligue a pratiquement disparu, en tant que présence politique, des grandes villes) : ils ont été remplacés par des éléments provenant de Forza Italia, et la Ligue obtient de meilleurs résultats dans les petites villes de Lombardie et de Vénétie, et dans les campagnes plutôt que dans les métropoles.

Il n'est évidemment plus question de sécession et l'unique réforme

fédéraliste adoptée, jusqu'à présent, a été promue par un gouvernement de l'Olivier.

Naturellement, pour un parti du type de la Ligue, le passage du rôle de parti d'opposition à celui de parti de gouvernement (comme membre minoritaire d'une coalition) n'a pas été facile et est lié à l'intégration dans certains secteurs de pouvoir et de visibilité (la violence du combat, au point de provoquer des menaces de retrait de la coalition, pour obtenir quelques postes importants à la RAI, la télévision publique, n'est pas due au hasard) et à la réalisation d'une série d'objectifs.

Deux objectifs sont, en particulier, à relever : l'approbation d'une loi anti-immigration dure (un pas franchi en juin 2002, avec l'appui de Alleanza Nazionale, au plus haut niveau, puisque la loi s'appelle Bossi-Fini), et une réforme institutionnelle allant dans un sens fédéraliste : ce n'est pas par hasard que Bossi s'est arrogé le portefeuille de ministre des Réformes institutionnelles.

On a toutefois l'impression que le rôle de la Ligue est devenu celui de faire le sale boulot — celui que Berlusconi ne peut faire — en assumant sur chaque sujet délicat les positions les plus radicales, et en permettant de la sorte au Premier ministre d'endosser les habits de médiateur, alors que lui-même est plus radical sur ces mêmes sujets que la petite composante catholique du gouvernement (C.C.D.-C.D.U.) et que d'autres membres de la coalition. C'est ce qui s'est passé à propos de l'Europe, où l'opposition de Berlusconi aux enquêtes et commissions rogatoires internationales, par exemple, est devenue, pour la Ligue, l'occasion d'une joute verbale véhé-

mente contre le centralisme de Bruxelles — qui serait en train de « se substituer à celui de Rome ». Le ministre de la Justice, Castelli, bien qu'issu de la Ligue, a envenimé à tout bout de champ un conflit avec la magistrature voulu surtout par Forza Italia. Mais c'est également ce qui se produit chaque fois qu'il est question d'immigration, d'islam, de menaces supposées contre l'identité culturelle de l'Italie, etc. Sur tous ces thèmes, la Ligue livre une bataille dont la violence ne se retrouve, dans d'autres pays européens, que chez des groupes ou des partis d'opposition.

Pour autant, la position de la Ligue n'est pas déterminante à l'intérieur de la coalition de centre-droite, et elle n'a pas non plus le poids, l'image et la capacité tactique qu'on devine à l'Alliance Nationale. Il y a donc lieu de se tourner vers le principal parti.

### **FORZA ITALIA ET LE NÉOPÉRONISME DE BERLUSCONI**

Forza Italia est un objet qui se refuse à toute définition politique classique. Appelé à sa naissance « parti-entreprise », c'est en effet un mouvement exclusivement basé sur la figure de son fondateur qui en a dessiné le symbole, choisi les couleurs, désigné l'hymne, et naturellement sélectionné membres et candidats.

Son succès a toutefois été formidable. Fondé en janvier 1994, lorsque Berlusconi a annoncé sa volonté de descendre sur le terrain (une métaphore sportive explicite pour le président de l'équipe de football de l'A.C. Milan, alors auro-

lée d'une saison victorieuse), ce parti-entreprise a été l'instrument qui lui a permis, de gagner les élections et d'aller une première fois au gouvernement après seulement quelque mois d'existence.

Aujourd'hui, c'est le premier parti d'Italie, soutenu par plus de dix millions d'électeurs. Mais sa structure reste celle des origines, marquée par la présence, en tant que premiers coordinateurs, des managers des sociétés du groupe Fininvest, manquant de personnel politique, situation qui s'est modifiée grâce aux arrivées successives de représentants importants de la classe politique (surtout démocrate-chrétienne) de la « Première République » (c'est ainsi que les Italiens nomment la période précédant l'opération « Mani pulite », N.D.T.). Du reste, il est difficile de nommer « parti », une organisation qui, pendant plusieurs années, n'a ressenti aucun besoin de mettre sur pied un congrès (seulement des conventions, et des plébiscites pour son leader), et qui au niveau local, ou même national, n'a souvent aucune structure de référence qui soit ne fût-ce que vaguement démocratique : seulement des « hommes du patron », qui, de facto, ne répondent qu'à lui.

Ce n'est en effet pas un parti : c'est un appendice personnel et entrepreneurial de Berlusconi. Mais son fondateur a — et est encore — une image victorieuse. Même à l'étranger, si l'on réfléchit à la rapidité avec laquelle il a réussi à rentrer dans le Parti populaire européen, en se substituant symboliquement à l'ancienne démocratie-chrétienne, alors même que Forza Italia est moins un parti catholique qu'un parti libéral-conservateur, malgré les liens très

forts qu'il entretient avec la hiérarchie vaticane ; et si on pense à la facilité avec laquelle il a assumé un rôle de politique internationale insolite.

Pour un intellectuel critique comme Flores d'Arcais, la recette de Berlusconi est « un mélange de populisme, de vidéocratie et d'autoritarisme personnel, malgré tout original » ; je crois toutefois que l'image synthétique qui résume le mieux Berlusconi (cela n'a pas de sens de dire « de Forza Italia », pour la simple raison qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas exister de différence, ni même de distance entre les deux : le projet de Berlusconi est le projet de Forza Italia) est celle d'un « néopéroniste », en raison de son rôle charismatique et paternaliste de leader, amplifié largement par le contrôle de l'appareil médiatique, et qui évoque la mise en place d'une forme de régime — peut-être sous une forme *soft* (bien que, à la différence de Peron, il y a un moindre rôle « social », et pas d'Evita visible : sa femme, une ancienne actrice, est au contraire très discrète). Un jour, peut-être, parlera-t-on de cet ensemble comme d'un « berlusconisme ».

Il y a lieu toutefois d'insister sur la personne plutôt que sur le parti, et sur l'image plutôt que sur la stratégie. L'homme Berlusconi est plus important, et même décisif, pour le destin de sa coalition, et pas seulement celui de son parti, que ne le serait un changement de direction à l'intérieur de l'Olivier. Sans Berlusconi, non seulement Forza Italia n'existerait pas (ses députés-clones sont appelés des « berluscones ») mais la Maison des Libertés (la Casa delle Libertà), la coalition de gouvernement, non plus. Et en définitive, la droite, ou au moins cette droi-

te-là, ne serait probablement pas au pouvoir.

Les éléments de caractérisation personnelle sont donc pertinents, si pas prévalents, par rapport à la stratégie politique.

Berlusconi n'a jamais été proche du fascisme. Mais il se teinté de quelques traits néo-autoritaires avec certaines pointes de radicalisme idéologique qui laissent stupéfaits ceux qui prenaient au sérieux son « modératisme », autoproclamé, et qui font plus penser à une « droite de choc » (à la Thatcher, par exemple, dont Berlusconi se considère le disciple dévoué) plutôt qu'au conservatisme classique des modérés : même si tout cela est fait avec une grande dose de naïveté politique, et grevé du lourd poids, non résolu, du conflit d'intérêts entre ses activités économiques et politiques.

En ce sens, j'ai des doutes quant au « libéralisme » volontiers affiché par Forza Italia. Non seulement, Berlusconi est en position de monopole dans certains secteurs, et tient à le demeurer, et il reste imperméable à l'idée qu'il pourrait y avoir le moindre conflit d'intérêt entre ses intérêts personnels (considérables et omniprésents, lorsqu'on parle — détail dont on ne relève jamais assez l'importance — de l'homme le plus riche d'Italie) et ceux incarnés par sa fonction publique (idée qui est pourtant un des points cardinaux de la pensée libérale classique). Mais aussi, là où ça l'arrange, il n'hésite pas à centraliser et à nationaliser. Comme dans le cas des riches fondations bancaires, qui, après avoir été finalement dépolitisées, après une réforme voulue par le centre-gauche, sont sur le point de se voir imposer une loi qui rend obligatoire

la présence dans le conseil de 70 % de membres nommés par des organisations locales : étant situées pour la plupart dans le Nord, elles sont donc des fiefs assurés de la droite.

Il y a, il est vrai, une forte composante de libéralisme idéologique, et dans le domaine de la santé et de l'enseignement, les réformes en cours en sont la preuve. Mais celui-ci n'est entendu que dans son sens restreint de privatisation. Ou alors, il assume la forme d'une espèce d'obsession entrepreneuriale, visible non seulement dans l'affirmation réitérée — et partagée, est-il dit, par l'électorat — que, lorsqu'on a réussi comme entrepreneur, on réussira nécessairement en politique ; mais aussi dans la mentalité introduite, qui a certes des aspects sainement novateurs et explosifs, face à la « lentocratie » bureaucratique difficile à modifier ; mais qui peut aussi prendre des formes préoccupantes, comme dans le cas des réformes de la santé et de l'enseignement.

Ou, directement, en politique étrangère, là où, comme cela s'est passé après la mise à pied du ministre des Affaires étrangères Ruggiero, Berlusconi a décidé d'assumer également ce poste — anomalie sans précédent — et a parlé dans son premier discours aux ambassadeurs de promotion de l'« entreprise Italie », et même d'incitants financiers à ceux qui se distingueraient le plus dans la promotion du *made in Italy*, transformant de fait les ambassades en organes de marketing (avec aussi, on peut imaginer, un œil sur les entreprises du leader, qui certainement n'en ressortiront pas désavantagées — sûrement pas, on l'espère, du fait de la volonté explicite du Premier ministre, mais probablement de celui de la servilité inévi-

table des clients. Le problème d'un conflit d'intérêts aussi gigantesque que celui de Berlusconi, qui inclut les domaines plus disparates de l'économie, est tel qu'on peut légitimement toujours le soupçonner et le craindre...).

Il y a de plus une question de style entrepreneurial auquel Berlusconi croit profondément. Un style fait de condescendance affable, de sourire permanent (un conseil qui a été dispensé aux ambassadeurs, et est aussi contenu dans les kits distribués à ses candidats aux élections : souriez tout le temps, et choisissez de bonnes cravates...), de paternalisme, de fidélisation sur une base personnelle (l'idée d'offrir une montre en or pour Noël à ses députés est typique à cet égard. Et il n'y eut naturellement personne pour la refuser, ou la considérer comme un déclassement), d'incitation à avoir une mentalité complètement dépourvue de la moindre référence politique élevée (l'intérêt du patron est l'intérêt de l'entreprise), mais aussi de « sympathie » humaine, de désir de blaguer pour créer un « climat convivial », manifeste dans sa passion de raconter des histoires drôles ou lors de l'épisode — qui a fait le tour du monde — des cornes sur la tête du ministre Picqué lors de la photo-souvenir d'une réunion des ministres des Affaires étrangères.

Là où libéralisme veut également dire équité et contrôles (dans le sens de garanties permettant le bon fonctionnement du marché), il est au contraire considéré avec méfiance : la hargne antieuropéenne diffuse de ce gouvernement en constitue la preuve la plus évidente. Pendant que les premiers billets en euros sortaient des distributeurs de billets, se tramait le licenciement du

ministre Ruggiero, coupable d'euro-péanisme. Au reste, l'atlantisme de Berlusconi est prépolitique, lié surtout à une admiration immodérée pour une culture de l'économie comme valeur en elle-même, qui lui a d'ailleurs valu son succès personnel en tant qu'entrepreneur. C'est pour cette raison que Berlusconi a pu prononcer, lors de sa première rencontre avec le président Bush, avec une conviction et une admiration sincères, une phrase honteuse pour n'importe quel chef d'État : « Je suis du côté de l'Amérique, avant même de savoir de quel côté est l'Amérique. »

Un autre cadre dans lequel se laisse voir la vision finalement antimarché et antilibérale, est celui du conflit avec la justice, et du combat entre exécutif et magistrature, qui a suivi les tentatives de mettre cette dernière sous contrôle gouvernemental : jamais, depuis la fin du fascisme, ce combat n'avait été aussi âpre. Cette haine trouve son origine dans les affaires judiciaires de Berlusconi, et dans les persécutions qu'il est convaincu d'avoir subies, et elle a déjà engendré plusieurs effets pervers. Ses principaux avocats siègent au parlement. Certains sont devenus ministres (comme son ami Previti, à l'époque de son premier gouvernement, aujourd'hui encombrant, et multiinculpé pour des pots-de-vin de milliards de lires payés à des magistrats, et que Berlusconi voulait absolument nommer ministre de la Justice ; seule l'opposition du président de la République a pu le diriger vers la Défense... Il est à présent député, ce qui empêche la tenue « normale » du procès dans lequel il est imputé). D'autres figurent parmi ses plus importants conseillers, et



tous à des postes clés : Gaetano Pecorella est président de la commission de la Justice de la Chambre ; Niccolò Ghedini, célèbre pour ses attaques virulentes contre la « magistrature politisée », est un membre de cette même commission ; Memmo Contestabile est vice-président du Sénat, et Alfredo Biondi, celui de la Chambre. Tous s'emploient à défendre Berlusconi, avec la même logique qu'auparavant, mais avec des instruments nouveaux : l'approbation de lois nouvelles, et plus seulement l'utilisation des anciennes.

Un conflit d'intérêts monumental, qui a été rendu évident, entre autres, par la loi restreignant les commissions rogatoires internationales, celle qui a dépénalisé la falsification de bilans, et aboli les droits de succession pour les revenus élevés, celle sur le retour des capitaux placés à l'étranger (mesures, pour certaines, non nécessairement mauvaises en elles-mêmes, mais approuvées avec une rapidité suspecte), par le projet ridicule de loi sur le conflit d'intérêts (qui se contente de dire qu'il n'y a pas conflit d'intérêts s'il y a « simple propriété » et non contrôle direct et personnel d'une société — ce qui veut dire en pratique qu'il ne peut y avoir de conflit d'intérêts), par le vote négatif initial de l'Italie à l'introduction d'un mandat d'arrêt européen, finalement acceptée pour éviter une crise internationale (par hasard, on le refusait seulement pour les délits financiers et la corruption : justement ceux pour lesquels Berlusconi est sous procès pour des opérations internationales...). Toutes ces mesures représentent, ou représenteraient si elles étaient approuvées, des bénéfices concrets et directs pour le Premier ministre

en charge. Sans mentionner le projet complexe de réforme de la justice, avec sa tentative de placer la magistrature sous le contrôle de l'exécutif, ni, enfin, la situation des médias où, aujourd'hui, à la propriété des trois réseaux télévisés du groupe Mediaset, s'ajoute le contrôle « politique » du réseau public (R.A.I.) : le tout constituant une position dominante sans précédent et sans comparaison possible, au moins dans les pays démocratiques occidentaux. Et cela s'aggrave encore si l'on tient compte des intérêts de Berlusconi dans le monde de l'édition de livres et de journaux incluant quotidiens et hebdomadaires parmi les plus vendus (selon un commentaire d'Enzo Biagi, le doyen des journalistes italiens, risquant aujourd'hui l'« épuration » après les déclarations imprévoyantes de Berlusconi qui, lors d'une visite d'État en Bulgarie, a donné lors d'une conférence de presse les noms des journalistes partiaux qui devraient disparaître de l'écran : « En Amérique, ce sont les journalistes qui font sauter les présidents, ici, c'est toujours le contraire »).

### LA FATIGUE DE L'OPPOSITION : MOUVEMENTS CONTRE PARTIS ?

Cela dit, l'entrée en politique de Berlusconi et l'invention de Forza Italia, cet instrument pour arriver au pouvoir, constituent, si pas une révolution, certainement une innovation radicale, non seulement dans le champ politique, mais aussi pour la culture politique, et probablement dans la culture tout court du pays. De quelque manière qu'on l'envisage et qu'on l'évalue (et on

aura compris que mon évaluation personnelle est pleine de préoccupations), il s'agit d'un programme fortement réformateur, quand bien même ce n'est pas dans le sens traditionnellement donné à cette expression. Il a contraint la politique politicienne de l'opposition de gauche à faire face à des méthodes et des contenus non traditionnels, et, en définitive, à subir un choc salutaire, dont elle semble cependant n'être pas encore relevée.

L'opposition, il n'y en a pas ; on ne la voit pas. En tout cas, pas l'opposition politique. Ses actions sont peu nombreuses ; elle se contente de réactions, et sa visibilité est minime, même en tenant compte de la disparité incalculable des moyens dont elle dispose par rapport au gouvernement. Modestes sont le niveau d'analyse et la capacité d'initiative de ses dirigeants, divisés entre eux, pour des raisons non seulement politiques, mais aussi personnelles, et à cause de propos revanchards répondant à des torts vrais ou imaginaires subis dans le passé.

La plupart des observateurs désenchantés qui se reconnaissent dans ce camp politique, dans l'Italie qui a perdu, inclinant au pessimisme, tenaient pour acquise l'introduction d'un nouveau régime, d'un « berlusconisme » d'une durée d'au moins dix ans (deux législatures).

Puis quelque chose s'est produit : en l'absence de toute action politique à la hauteur des défis actuels, face à une classe politique de centre-gauche assommée — comme un boxeur qui a déjà pris trop de coups et, surtout, sait déjà avec certitude que, pour lui, cela finira encore plus mal et que le résultat du match est

déjà acquis —, c'est la société civile qui s'est réveillée.

Il est encore tôt pour dire quelle sera l'issue de ce processus, de ce mouvement. Mais il est au moins possible de dire qu'il s'agit bien d'un mouvement : quelque chose, justement, bouge. De façon souterraine, et, sous bien des aspects, inattendue, avec des modalités peu orthodoxes et en tout cas hors des partis, et souvent, contre eux (surtout ceux du centre-gauche), quelque chose s'est mis en mouvement : une forme de protestation, que je définirais en premier lieu comme éthique, s'est réveillée et a émergé.

Reparcourons-en quelques étapes. On en voyait déjà les signes avant-coureurs dans la participation populaire massive aux journées du G8 à Gênes. Mais cette opposition-là était peut-être plus « typée ». Le reste s'est produit par la suite.

Cela a commencé avec le « cortège des professeurs », organisé à Florence le 24 janvier 2002 par une petite poignée d'enseignants universitaires, qui ont réuni sous la pluie, depuis l'université jusqu'au palais de justice (choix évidemment symbolique), 15 000 personnes parmi lesquelles beaucoup de modérés, d'honnêtes libéraux — et donc pas uniquement des gens de gauche — unis par leurs inquiétudes à l'égard de la polémique contre la magistrature, leur réaction instinctive contre la campagne de haine visant à placer le système judiciaire sous le contrôle de l'exécutif, et à le faire passer du statut de pouvoir à celui de simple organe d'État (et donc aussi à lui faire perdre sa capacité d'équilibrage, dans la théorie classique de Montesquieu).

Puis il y eut la manifestation de 40 000 personnes à Milan, le 23 février, pour le dixième anniversaire de la première arrestation de « tangentopoli », commémorant cette période unique de nettoyage et de libération de la corruption politique, conduite par des magistrats milanais et qu'on a appelée « Mani pulite » (« Mains propres ») : cette opération a connu des excès et des erreurs, ombres et lumières, mais a certainement contribué de manière déterminante à balayer la classe politique la plus corrompue de la « Première République », qui effectue aujourd'hui avec arrogance son retour — mais seulement partiellement — sous les ailes protectrices de Forza Italia.

Une rencontre organisée par la revue *Micromega* qui aurait dû constituer un congrès plutôt qu'une manifestation, et qui s'est transformée en événement politique, créé par la participation des citoyens, venus également d'autres villes dans le seul but de faire acte de présence, et qui, pour une grande partie d'entre eux, n'ont même pas réussi à entrer dans un lieu qui ne pouvait accueillir plus de 10 000 personnes. Le gouvernement a tout fait pour minimiser l'événement (en déclarant qu'il s'agissait « seulement » de 18 000 personnes), mais il est certain que ces « citoyens auto-invités » comptaient également parmi eux des modérés, des centristes, préoccupés par l'extrémisme de ce gouvernement sur le thème de la justice. Ce n'est pas un hasard si, selon un sondage, 24 % des électeurs du centre droit se disent favorables aux manifestations en faveur des juges. Et ce n'est pas un hasard si les politiciens de centre gauche — en l'occurrence, seulement invités et pas

acteurs — ont été les premiers surpris par le succès de la manifestation et du signal qu'il émettait.

Depuis lors, les rondes encerclant les palais de justice, prenant presque la forme festive d'embrassades aux juges, et les chaînes humaines autour des lieux où s'élaborent des lois inquiétantes pour beaucoup, comme le ministère de l'Instruction, se sont multipliées partout en Italie. Parmi ces événements, il y eut également la manifestation romaine de la piazza Navona, où le metteur en scène Nanni Moretti est monté de manière inattendue sur le podium pour lancer un « J'accuse » circonstancié contre la classe dirigeante du centre-gauche, soutenant qu'avec une pareille direction, la gauche ne peut que continuer à perdre.

Puis il y eut la manifestation contre l'abolition de l'article 18 du Statut des travailleurs, qui constituait une espèce de garantie contre les licenciements non justifiés, que le gouvernement aurait voulu abroger, en cedant à la pression des entrepreneurs (autre acteur social qui, ces dernières années, a joué un profil « radical » et d'attaque insolite, très en empathie, on pourrait même dire en « communion », avec celui de Berlusconi lui-même).

Il y eut encore la grève générale du 16 avril, voulue surtout par le syndicat C.G.I.L., mais à laquelle d'autres syndicats ont également participé et qui s'opposait à l'abolition de l'article 18. Elle a rassemblé 13 millions de travailleurs (ce qui, selon le gouvernement, est une opération purement politique, et n'est bien sûr pas un succès...) : chiffre qui n'avait plus été atteint depuis vingt ans.

Le 20 avril a ensuite été proclamée la grève générale de la justice, votée à l'unanimité par les magistrats, et s'opposant à la réforme du secteur promue par le gouvernement : preuve d'un conflit sans précédent au sein des pouvoirs de l'État, et signe de l'exaspération à laquelle est parvenue une catégorie normalement modérée et qu'il est difficile d'accuser de manquer du sens de l'État. Une grève proclamée malgré l'opposition du président de la république Ciampi, qui est aussi à la tête du Conseil supérieur de la magistrature, et de Berlusconi, qui le jour même de la réunion des magistrats en vue de décider la grève, leur a fait parvenir un message leur proposant, avec sa mentalité caractéristique, des augmentations de salaire (cette proposition prenait huit lignes sur quinze dans son message, accueilli par des sifflets).

Curieusement, le même jour, un intellectuel paisible, et certainement pas passible de l'accusation de « communisme » — terme revenant de manière obsessionnelle dans la bouche du Premier ministre — comme Umberto Eco, écrivain mais aussi spécialiste reconnu des médias, proposait dans un long article la grève des consommateurs, via le boycottage des produits faisant de la publicité sur les chaînes télévisées de Mediaset possédées par Berlusconi, pour protester contre son contrôle sur tous les principaux réseaux télévisés, privés et publics. Une proposition qui ne rassemblera personne sinon de petits groupes de la base, et encore moins les représentants politiques de la gauche, à qui toute forme d'opposition originale et innovante par rapport aux vieux rituels traditionnels et toute espèce d'engage-

ment plus fatigant que la dictée d'un communiqué de presse que personne ne lira semblent particulièrement incompréhensibles.

Puis il y eut encore, le 25 avril, anniversaire de la Libération du fascisme, qui a vu se remplir les rues (avec l'ajout d'un facteur de mobilisation provenant de la France voisine à cause du succès de Le Pen), et encore le 1<sup>er</sup> Mai. Décisive fut, encore une fois, le rôle de la mobilisation syndicale, et forte la présence des intellectuels.

Il est tôt, naturellement, pour juger de ce mouvement. Son point de départ est réactif, contre quelqu'un, plus que pour quelque chose. Un des leaders du « mouvement des professeurs », Francesco Pardi, enseignant paisible, proclamé sur le tas porte-parole de la gauche de base par Nanni Moretti, résume bien la pensée de ce mouvement en rappelant que « depuis la fin du fascisme, n'a jamais existé une telle concentration de pouvoirs, aussi étendus, dans les mains d'un seul homme ».

C'est vrai. Mais l'opposition de ceux qui se mobilisent dans la rue, les rondes autour des palais de Justice, la mobilisation syndicale, ou celle, inhabituelle — au moins dans les rues — des professeurs, même si elles sont précieuses, ne suffiront pas à transformer la protestation en proposition, en alternative politique véritable et praticable.

Les politiciens de la gauche et du centre sont raisonnables et modérés, mais ce ne sont certainement pas des innovateurs — en un sens, Berlusconi l'est beaucoup plus, même si c'est au service de projets parfois inquiétants — et restent principalement sur la défensive; ils

déployent peu de vigueur, et d'autant moins de conviction que leur propre visibilité est en train de se dissoudre. L'opposition politique n'est pas convaincue, et donc elle n'est pas convaincante. Le drame veut que, étant donné les équilibres actuels des pouvoirs, « qui n'est pas convaincu est vaincu ».

Et la critique venue d'en bas, de la société civile, que le nouveau moment exprime, ne suffira pas à la relever : inécoutée, cette critique risque de rester confinée aux sphères d'où elle vient — en bas. On peut penser cela de l'indignation des modérés, qui finira bientôt par se transformer en résignation. Peut-être que seul le rôle fort assumé par le monde catholique de la base dans la mobilisation, habituellement peu considéré ou sous-évalué dans les études du phénomène, ainsi que celui d'une partie de la gauche et du centre libéral, tous deux peu représentés dans les partis traditionnels, laissent espérer quelque chose de plus durable : à défaut d'autre chose, la poussée éthique est profonde, et certainement pas éphémère. La critique culturelle s'est accentuée, parfois raffinée, et ne s'exprime pas tant dans le refus de Berlusconi, que dans celui de l'imaginaire culturel qui l'a produit et que lui-même produit et diffuse, à travers ses médias : celui de la bêtise télévisuelle, de la marchandisation totale (ce n'est pas un hasard si les étudiants manifestaient derrière des pancartes sur lesquelles ils avaient écrit : « Nous ne sommes pas à vendre »), du pouvoir exorbitant du langage entrepreneurial et des modèles publicitaires, de la conception de l'État comme lieu à s'approprier plutôt que comme prestataire de services, d'une politique de cor-

saire et d'une économie irresponsable et obstinément égoïste. Cela suffit-il pour exprimer une alternative politique. Les fins deviennent petit à petit plus claires, mais qu'en est-il des moyens ?

Si la classe politique de centre-gauche n'innove pas profondément, ni la gifle de Moretti ni la protestation des intellectuels n'auront suffi. Peut-être les leaders de la gauche, même s'ils n'ont pas personnellement coupables, devraient-ils avoir le courage de la démission : celui que, finalement, Jospin a eu, avec une grande dignité, malgré les succès de son gouvernement, dont le centre-gauche italien n'aurait même pas pu rêver au cours de ses années au pouvoir. Qu'espérer aujourd'hui d'une opposition enfermée dans son attitude de victime et la torpeur autoflagellatrice qui la caractérise ?

Si ce saut qualitatif ou ce sursaut de dignité ne trouve pas le moyen de s'exprimer et de se rendre visible, l'espace sera tout entier laissé au pouvoir exorbitant des adversaires, à leurs difficultés préoccupantes à utiliser les méthodes démocratiques habituelles (par exemple, un certain respect pour la division des pouvoirs), l'adoption d'un *spoils system* agressif, même là où le fair-play de la politique et la pratique républicaine ne le prévoyaient pas (des phrases célèbres comme « Nous ne ferons pas de prisonniers », à propos de l'alternance à la R.A.I., en sont les signes; même si c'est ailleurs, dans d'autres domaines, que la situation est la plus inquiétante), l'idée de la démocratie comme gouvernement par et surtout pour qui gagne. Et nous nous retrouverons avec une Italie radicalement différente, qui ne se réveillera peut-être

ITALIE

qu'après quelques années de « traitement Berlusconi », et peut-être d'une certaine forme postmoderne de régime, radicalement transformée par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui.

Peut-être avait-il raison, le vieux Indro Montanelli, le plus influent des journalistes italiens, disparu récemment, véritable conservateur, véritable modéré et véritable libéral, et pour toutes ces raisons, farouchement anti-Berlusconi, qui à la fin de sa vie, a fini, contre toute son his-

toire, par voter pour le centre-gauche dans le seul but de ne pas soutenir cette droite : « Ce n'est qu'en le laissant gouverner que les Italiens se vaccineront contre le berlusconisme. »

Peut-être, mais si tel est le cas, c'est une nuit très longue qui nous attend.

---

*Stefano Allievi*

Stefano Allievi est sociologue à l'Université de Padoue.

Traduit de l'italien par Edgar Szoc.